



Les citoyens doivent s'organiser contre l'actuel régime des médias sociaux

Interview avec Vincent Mosco par Justin Nogarede

Vincent Mosco

est professeur honoraire à l'Université Queen's et ancien titulaire de la Chaire de recherche du Canada en Communication et Société. Il a également enseigné la sociologie au sein de cette université.

Les « Big Tech » et les gouvernements sont en train de créer un puissant système de capitalisme de surveillance. Vincent Mosco propose des solutions, dont la mobilisation citoyenne, l'application de la législation anti-monopole, le démembrement de Google, Facebook et les autres, et la création d'alternatives européennes.

Progressive Post : Dans votre livre « *Becoming Digital* », vous analysez la convergence entre différentes technologies (l'Internet des objets, le cloud computing, le big data) et le développement de l'« Internet de demain ». Quelles relations de pouvoir et quels intérêts entrent en jeu dans ce contexte ?

Vincent Mosco : L'« Internet de demain » élargit considérablement l'Internet d'aujourd'hui en y introduisant de puissants systèmes et technologies. L'Internet des objets intègre des capteurs et des appareils de surveillance miniatures dans les objets du quotidien, et même dans les êtres humains. Des volumes considérables de données sont ainsi générés et sont de plus en plus stockés dans le cloud ou dans des centres de données qui en assurent la gestion et le traitement. Les outils d'analyse du big data utilisent des données pour étudier le comportement des objets et des individus, afin d'effectuer des prévisions et de définir des règles de décision connues sous le nom d'algorithmes. Ces derniers régissent de plus en plus nos vies. C'est dans un intérêt commercial qu'Amazon, Apple, Facebook,

Google et Microsoft promeuvent l'« Internet de demain » comme un moyen de vendre du matériel informatique, des logiciels, des produits et des services, ainsi que les données collectées sur les personnes et les objets. Les gouvernements, en particulier les États-Unis et la Chine, les soutiennent car ils peuvent ainsi mieux contrôler leurs citoyens grâce à une surveillance constante et élargir leur puissance militaire (je pense aux drones de combat notamment). Ils considèrent en outre ces entreprises comme vitales pour leur croissance économique. Ensemble, les « Big Tech » et leurs soutiens au sein des gouvernements ont mis en place un puissant système de capitalisme de surveillance.

PP : Face à la convergence des intérêts des grandes entreprises technologiques et de l'État, que peuvent faire les citoyens ?

VM : Les citoyens doivent comprendre l'histoire du pouvoir des entreprises dans le secteur de la communication. Aux États-Unis, et ailleurs à divers degrés, chaque nouvelle technologie médiatique – du télégraphe au téléphone, en passant par la

GDPR



Data Protection
Officer (DPO)



Conformité



25 mai 2018



Data Breaches



Personal Data

radiodiffusion – a souffert de la concentration des entreprises, du commercialisme, et de la dépendance face aux structures de l'armée et du renseignement. À chaque fois, les citoyens se sont mobilisés et ont remporté des victoires, dont le démantèlement de monopoles, la réglementation des prix et des services, la mise en place d'alternatives publiques aux systèmes commerciaux et la limitation de la militarisation des ressources de communication.

La montée du néolibéralisme a fait reculer bon nombre de ces initiatives citoyennes, avec des politiques en faveur de la déréglementation et de la privatisation, et la fin de l'application de la législation anti-monopole. Comme ils l'ont fait par le passé, les citoyens doivent s'organiser contre le régime actuel des médias sociaux, plaider pour une réglementation stricte du secteur dans l'intérêt de la population, et créer des alternatives publiques contrôlées par eux face aux grandes entreprises. Ils doivent se mobiliser pour empêcher les entités de l'armée et du renseignement d'enfreindre les droits de l'Homme, en limitant la surveillance exercée par le gouvernement et en réduisant massivement l'utilisation de systèmes d'intelligence artificielle pour mener des guerres contre des populations civiles.

PP : *Vous mentionnez les « mythes culturels » qui sous-tendent ces nouvelles technologies, permettant à la population de leur donner*

du sens et d'avoir moins peur. La technologie numérique est souvent assimilée à l'« innovation » et à l'« avancée inévitable du progrès », il est donc difficile de la critiquer.

VM : Nous construisons des mythes à chaque fois que nous créons de nouvelles technologies. Ces mythes ne s'apparentent pas seulement à des mensonges, à des histoires que l'on se raconterait pour surmonter les difficultés de la vie. Avec l'aide des grandes entreprises, les technologies numériques se sont vu doter d'un ensemble de superpouvoirs mythiques, dont celui de perturber, d'accélérer le progrès et de créer des transformations sociales, contribuant à l'élaboration de mythes encore plus importants sur la fin de l'histoire, la fin de la géographie et la fin de la politique.

Mais les cultures finissent toujours par générer des contre-discours qui transgressent les idées dominantes. Dans le cas du numérique, je recenserais trois idées, en commençant par la démocratie, ou la participation citoyenne la plus large possible aux décisions qui ont des répercussions sur nos vies. Il y a également la justice sociale, selon laquelle les individus, et l'ensemble des êtres vivants, ont le droit d'exister et de s'épanouir autant que possible. En particulier, les individus ont le droit de se construire en tant que personnes, à l'abri du capitalisme de surveillance, au travers notamment de la colonisation et de la quantification du soi. Enfin, il y a le mythe de l'universalité, qui porte sur l'utilisation du numérique pour

“

Les technologies numériques se sont vu doter d'un ensemble de superpouvoirs mythiques, dont celui de perturber et de créer des transformations sociales, contribuant à l'élaboration de mythes encore plus importants sur la fin de l'histoire, la fin de la géographie et la fin de la politique.

”



promouvoir l'égalité et créer une vision largement partagée du monde comme étant la responsabilité commune de l'humanité. Chacun de ces mythes coexiste avec la mythologie dominante, mais doit générer un plus large soutien pour supplanter les mythes principaux, les idées imaginaires dominantes de l'appareil culturel au pouvoir.

PP : *Vous dites que les infrastructures de communication ont été conçues par le passé comme un service public et que ce devrait toujours être le cas aujourd'hui. Comment cela se traduirait-il dans la pratique ?*

VM : La plupart des gens ne savent pas que les États-Unis ont établi un service public de communication dès leur fondation et qu'ils l'ont consacré dans la Constitution. Avec la création du Service postal américain, les pères fondateurs ont défini la communication comme un service indispensable auquel ont droit tous les Américains. À mesure que le capitalisme s'est développé, le concept de service public a été mis à mal par chaque nouvelle génération de médias de communication. Le passage à une mainmise totale du secteur privé, sans réglementation substantielle, à l'ère de l'informatique, a permis d'accélérer les innovations, mais il en a également résulté la création d'un capitalisme de surveillance qui menace les institutions publiques, les processus politiques et la vie personnelle des individus. Le retour au concept de service d'utilité publique, qui

régit l'approvisionnement de ressources essentielles telles que l'eau et l'électricité, est un moyen de reprendre le contrôle sur le monde numérique.

Il faudrait commencer par proclamer que la communication numérique est essentielle à la vie sociale, et définir des niveaux minimums de service et de connectivité pour tous. Une telle évolution pourrait nécessiter la mise en place d'une structure publique aux côtés, ou à la place, des sociétés commerciales qui dominent la sphère des médias sociaux. Des réglementations garantirait un accès universel aux moyens de communication et à l'information publique, le droit de contrôler nos données personnelles et de les déplacer vers le système de notre choix, y compris des centres de données contrôlés par les citoyens. La mise en place d'un service public permettrait de contrôler de manière stricte la surveillance exercée par les entreprises et les gouvernements. Elle garantirait également la transparence totale dans la définition et l'application des algorithmes.

PP : *En Europe, certains pensent que l'UE a « loupé le coche », qu'elle devrait retrouver sa souveraineté numérique, voire créer ses propres géants numériques. Que ce soit possible ou pas, nous avons le sentiment que l'UE devrait s'efforcer de mettre au point un nouveau modèle, qui se distinguerait de*

celui des États-Unis (dominé par le capital-risque, les monopoles, l'armée) et de la Chine (surveillance et contrôle de l'État). Qu'en pensez-vous ?

VM : Il convient de rappeler que les entreprises européennes ont un jour été des leaders de l'industrie mondiale des télécommunications. Il en va de même pour le Canada, où Nortel, JDS Uniphase et Blackberry ont dominé le secteur mondial. Ni les entreprises européennes ni les entreprises canadiennes ne sont parvenues à rivaliser avec les firmes américaines en pleine expansion. La croissance récente des secteurs des hautes technologies et des télécommunications en Chine a intensifié la concurrence à l'échelle mondiale.

Je suis d'accord qu'il serait bénéfique que l'industrie technologique numérique européenne se développe, mais pas seulement parce qu'elle pourrait rivaliser économiquement avec les firmes américaines et chinoises. Le succès économique des « Big Tech » aux États-Unis s'est fait aux dépens de la société et de la politique américaines, dont les valeurs fondamentales et les institutions s'effritent en partie à cause du pouvoir illimité des entreprises technologiques. La raison première de la création d'une version européenne des « Big Tech » serait d'offrir aux citoyens de l'UE et au monde une alternative aux modèles américain et chinois. La seule valeur positive du système américain qui vaudrait la peine d'être reproduite est son ferme engagement en faveur de l'éducation et de la recherche. Il

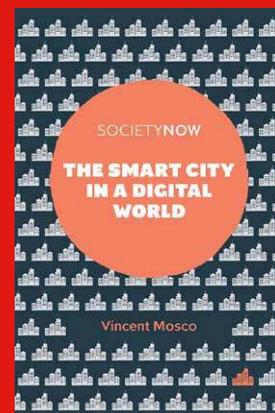
Les #BigTech et les gouvernements bâtissent les infrastructures du #CapitalismeDeSurveillance - Des contre-modèles #Européens pourraient offrir une alternative@Vmosco

faut l'admettre, cet engagement découle en partie des priorités militaires, mais beaucoup moins que nous pourrions le penser. En réalité, les États-Unis financent depuis toujours l'enseignement et la recherche avec des crédits de l'armée, même si ces activités n'ont rien à voir avec des applications militaires.

À l'exception du soutien à l'éducation, je ne reproduirais aucune des autres caractéristiques américaines. Un modèle alternatif, qui se fonde sur un développement significatif de l'enseignement et de la recherche, devrait également permettre aux citoyens de participer pleinement à l'urbanisme et à l'élaboration des politiques, comme l'a fait la ville de Barcelone. Ce nouveau système devrait être accessible à tous, garantir la protection de la vie privée et être conçu de sorte à bloquer le capitalisme de surveillance. Il devrait reposer sur des logiciels open source, donner aux citoyens le droit de contrôler leurs données personnelles et de les transférer vers les réseaux de leur choix. En réalité, il serait sage selon moi d'envisager un modèle de service public qui traite l'information de la même manière que l'eau et l'électricité, comme une ressource essentielle. Ces principes de base exigeraient une forte intervention de l'État, y compris la réglementation des entreprises actives dans l'UE et en dehors. Le règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE constitue un pas important dans la bonne direction, mais il faudra en faire beaucoup plus pour contrer le pouvoir des modèles américain et chinois.

The Smart City in a Digital World

Le nouveau livre de Vincent Mosco, *The Smart City in a Digital World*, sera publié en juin. Dans cet ouvrage, l'auteur s'interroge sur ce qui fait une ville intelligente. Il décrit, remet en question et propose des alternatives démocratiques à la vision selon laquelle tout commence et tout finit avec la technologie.



VM: « Au lendemain de la crise financière mondiale de 2008, les entreprises ont convergé vers les grandes villes pour vendre des technologies, collecter des données précieuses et renforcer la mainmise du secteur privé sur la vie urbaine. Elles se sont associées aux gouvernements pour promouvoir ce qui, en surface, ressemble à des avantages significatifs pour les citoyens : des rues plus sûres, un air plus pur, des transports plus efficaces, une communication instantanée pour tous, et des algorithmes qui s'occupent de tout régir à la place des êtres humains imparfaits. »

« Mais il y a un revers à la médaille : les villes intelligentes qui reposent sur la technologie renforcent leur surveillance, confient la gestion urbaine à des chefs d'entreprise non élus, avec leurs zones d'amélioration commerciale et leurs partenariats public-privé. Elles font reculer la démocratie, créent un paradis pour les hackers et accélèrent l'arrivée d'un changement climatique catastrophique. Pour l'auteur de *The Smart City*, il est important que l'humain reste aux commandes. Il explique que ce sont les citoyens qui font les villes intelligentes, et que les villes véritablement intelligentes se fondent sur une démocratie solide, soutiennent l'espace public et s'engagent en faveur d'un contrôle des citoyens sur la technologie. Dans cette perspective, il est essentiel de comprendre les technologies, les organisations et les mythes qui sous-tendent le mouvement mondial des villes intelligentes. Il faut également tenir compte de la résistance croissante à ce phénomène observé dans certaines villes européennes, dont Barcelone, Amsterdam et Oslo. Sur la base d'études de cas réalisées un peu partout dans le monde pour documenter la refonte d'anciennes villes et la création de tout nouveaux centres urbains, *The Smart City* nous guide à travers les méandres de la vie urbaine du futur à l'ère du numérique. »